EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE URBAINE MARSEILLE PROVENCE METROPOLE

Séance du 26 mars 2012

Monsieur Eugène CASELLI, Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 130 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Olivier AGULLO - Zaven ALEXANIAN - Michel AMBROSINO - Christian AMIRATY - Sylvie ANDRIEUX - Sonia ARZANO - Robert ASSANTE - Mireille BALOCCO - Jean-luc BENNAHMIA - Jean-Marc BENZI - Philippe BERGER - François-Noël BERNARDI - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Gérard BISMUTH - Alexandre BIZAILLON - Olivier BLANC - Roland BLUM - Sylvia BONIFAY - Patrick BORE - Miloud BOUALEM - Jean BRUNEL - Vincent BURRONI - Xavier CACHARD - Philippe CAMILLIERI - René CAMPIONI - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Thérèse CARDONA - Eugène CASELLI - Pascal CHAIX - Gérard CHENOZ - Patricia COLIN - Jean-Marc CORTEGGIANI - Vincent COULOMB - Claude DAUMERGUE - Didier DAVITIAN - Jean-François DENIS - Nicole DESMATS - Pierre DJIANE - Jacqueline DURANDO - Frédéric DUTOIT - Joël DUTTO - Victor Hugo ESPINOSA - André ESSAYAN - Jean-Pierre FOUQUET - François FRANCESCHI - France GAMERRE - Didier GARNIER - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Pascal GILLET - Jean-Pierre GIORGI - Bernard GIRAUD - Michelle GUEYDAN - Albert GUIGUI - Gérard GUISSANI - Robert HABRANT - Haouaria HADJ CHICK - Paul HUBAC - Michel ILLAC - Bernard JACQUIER - Catherine JALINOT - Fabrice JULLIEN-FIORI - Evelyne KARBOVIAC - Abdelwaab LAKHDAR - Albert LAPEYRE - Alain LAURENS - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Corinne LEGAL - Eric LEOTARD - Michel LO IACONO - Christophe LOPEZ - Antoine LORENZI - Marie-Louise LOTA - Christophe MADROLLE - Patrick MAGRO - Robert MALATESTA - Christophe MASSE - Henri MATTEI - Jacqueline MAURIC - Christian MAYADOUX - Patrick MENNUCCI - Lucien MERLENGHI - Danielle MILON - Marie-Thérèse MINASSIAN - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Bernard MOREL - Jean-Louis MOULINS - Renaud MUSELIER - Sylvie NESPOULOUS - Marie-françoise NICOLAJ-PALLOIX - Jérôme ORGEAS - Marie-Madeleine PANCHETTI - Benoît PAYAN - Pierre PENE - Gerard PEPE - Gabriel PERNIN - Claude PICCIRILLO - Marc POGGIALE - Guy PONTOUS - Tahar RAHMANI - Jean-Pierre RAVOUX - Jean-Pierre REPIQUET - Jean-Louis RIVIERE - Jacques ROCCA SERRA - Georges ROSSO - Antoine ROUZAUD - Lionel ROYER PERREAUT - Henri RUGGERI - Myriam SALAH-EDDINE - Arlette SALVO - Philippe SAN MARCO - Gérard SBRAGIA - Pierre SEMERIVA - Daniel SIMONPIERI - Paul SORGE - Maurice TALAZAC - René TAVERA - Guy TEISSIER - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Claude TORNOR - Jean-Paul ULIVIERI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Jean VIARD - Charles VIGNY - Clément YANA.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Francis ALLOUCH représenté par Jacqueline DURANDO - Jean-Louis BONAN représenté par Marie-Thérèse CARDONA - Joëlle BOULAY représentée par Sylvie NESPOULOUS - Alain CROCE représenté par Marc POGGIALE - Eric DI MECO représenté par Jean-Marc CORTEGGIANI - Eric DIARD représenté par Robert HABRANT - Mireille FOURNERON représentée par Jean-Paul ULIVIERI - Samia GHALI représentée par Eric LE DISSES - Martine GOELZER représentée par Guy PONTOUS - Vincent GOMEZ représenté par Antoine LORENZI - Gérard GRAUGNARD représenté par Lucien MERLENGHI - Laurence JOUANDON représentée par Corinne LEGAL - Mourad KAHOUK représenté par Arlette SALVO - René MALLEVILLE représenté par Clément YANA - Myriam MALLIA représentée par Michelle GUEYDAN - Jean-Paul MARIA-FABRI représenté par Henri MATTEI - Martine MATTEI représentée par Pascal GILLET - André MOLINO représenté par Georges ROSSO - Christine ORTIZ représentée par Frédéric DUTOIT - Frédéric OUNANIAN représenté par Michel ILLAC - Gilles PAGLIUCA représenté par Jean-Marc BENZI - Roland POVINELLI représenté par Gérard BISMUTH - André VARESE représenté par Marie-Madeleine PANCHETTI - Karim ZERIBI représenté par Pierre SEMERIVA.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Valérie BOYER - Jean-Claude GAUDIN - Christel SIMONETTI-ACHARD.

Monsieur Le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

AEC 008-247/12/CC

■ Plan Local d'Urbanisme de Roquefort-la-Bédoule - Réouverture de la concertation avec la population et les personnes concernées DUFVSV 12/7961/CC

Monsieur le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Communauté le rapport suivant :

Conformément à ses compétences, et à la demande du conseil municipal de Roquefort-la-Bédoule, la Communauté urbaine a procédé à la 1^{ère} révision du Plan local d'urbanisme de la commune.

La procédure, engagée par délibération du conseil communautaire du 19 octobre 2001, a été approuvée par une autre délibération du conseil communautaire AEC 005-151/09/CC du 2 octobre 2009. Cette dernière délibération a fait l'objet d'un recours contentieux de la part d'un tiers et a été annulée par décision du Tribunal Administratif de Marseille, pour des motifs de forme cela concernant également deux autres délibérations intermédiaires prises dans le cadre de cette procédure - la délibération du conseil communautaire rouvrant la concertation préalable, du 28 juin 2008 et celle du 1^{er} décembre 2008 approuvant le bilan de cette concertation et arrêtant de nouveau le projet de révision du PLU

La procédure de révision du Plan local d'urbanisme de Roquefort-la-Bédoule est reprise au stade où le Tribunal Administratif a soulevé l'irrégularité de la procédure, à savoir au moment de la réouverture de la concertation avec la population et les personnes concernées.

En effet, il est rappelé que cette réouverture avait été rendue nécessaire, suite à l'arrêt du projet de révision du PLU, intervenu en séance du conseil communautaire le 8 octobre 2007. Au cours de la même séance, le bilan de la concertation associant durant toute la phase d'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées avait été présenté aux conseillers communautaires.

Le projet arrêté avait ensuite été transmis pour avis aux personnes publiques associées à son élaboration. Dans ce cadre, le Préfet avait émis des remarques sur le projet, par courrier en date du 12 février 2008.

Après réunion avec le Secrétaire Général de la Préfecture et les Services de la Direction Départementale de l'Équipement, ainsi que les représentants de la Mairie et de la Communauté Urbaine, il était apparu opportun de prendre en compte ces remarques.

Cette prise en compte nécessitait des modifications sur des choix de zonage qui ont été opérés, et des compléments d'informations dans le rapport de présentation, le règlement et les annexes.

Ces modifications étant par endroits substantielles, il était alors apparu opportun d'arrêter un nouveau projet, avant la mise à enquête publique du futur PLU.

Cette nouvelle étape entraînait la réouverture de la concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, jusqu'au nouvel arrêt du projet.

Pour mener à bien cette concertation, l'organe délibérant de la Communauté Urbaine devait donc définir les nouvelles modalités de la reprise de la concertation, qui ont fait l'objet de la délibération du 28 juin 2008, remise en cause dans le jugement rendu par le Tribunal administratif.

C'est pourquoi, afin de reprendre le déroulé de la procédure avant la délibération mise en cause par le tribunal administratif, il est proposé de rouvrir cette concertation avec la population, afin d'arrêter ultérieurement le nouveau projet de révision du PLU qui tiendra compte des observations du Préfet, mentionnées dans son courrier du 12 février 2008.

A cet effet, il est prévu que la concertation s'effectuera à partir de la mise à disposition du public, en Mairie de Roquefort-la-Bédoule et au siège de la Communauté urbaine, d'un plan présentant les nouvelles propositions de zonage, ainsi que du projet de révision initialement arrêté et des avis des personnes publiques associées. Par ailleurs, une réunion sera organisée avec la population, et des registres pour recueillir les observations seront également tenus à la disposition du public sur les lieux de consultation des documents.

Le document de projet de Plan local d'urbanisme qui sera remis à la concertation du public sera identique à celui qui a fait l'objet de la 2^{ème} phase de la concertation précédente, entre le 28 juin et le 1^{er} décembre 2008 en prenant toutefois déjà en compte diverses corrections qu'il sera nécessaire d'apporter à ce document ou qui résultent de l'historique de l'évolution de ce document, postérieurement à son approbation initiale le 2 octobre 2009, tels que :

- l'intégration des nouvelles mesures découlant de l'ordonnance gouvernementale du 16 novembre 2011, relatives au remplacement des surfaces prises en compte dans le droit de l'urbanisme (SHON et SHOB) par la « surface de plancher »
- la rectification d'une erreur de tracé de la zone UV (relative à l'emprise autoroutière) intervenue dans le PLU approuvé le 2 octobre 2009.
- la prise en compte des modifications apportées lors de la modification n° 1 du Plan local d'urbanisme de Roquefort-la-Bédoule, qui modifiait divers emplacements de « polygones constructibles » dans les zones AUHc et UD4 du quartier des Michels et apportait quelques adaptations dans la rédaction du règlement.

Cette nouvelle phase de concertation se déroulera jusqu'au 8 juin 2012 pour permettre d'étudier et de prendre en compte les observations que le public aura formalisées, avant le nouvel arrêt du projet de révision qui pourra intervenir par délibération prise en conseil communautaire à la fin du mois de juin 2012.

Monsieur le Président propose au Conseil de Communauté d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Communauté,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 300-2 ;
- L'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000 portant création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération du Conseil de Communauté du 8 octobre 2007, arrêtant le projet de révision du Plan local d'urbanisme de Roquefort-la-Bédoule et présentant le bilan de la concertation ;
- L'avis du Préfet en date du 12 février 2008 sur le projet de révision du Plan local d'urbanisme de Roquefort-la-Bédoule ;
- Le jugement du tribunal administratif de Marseille, du 9 février 2012, annulant la délibération n° AEC 005-1511/09/CC du 2 octobre 2009 du conseil de Communauté urbaine, ayant approuvé la révision du plan local d'urbanisme de Roquefort-la-Bédoule ;

Sur le rapport du Président,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'au vu des arguments retenus par le juge administratif dans le jugement rendu le 9 février 2012, qui annule la délibération en date du 2 octobre 2009 du conseil de la communauté urbaine ayant approuvé la révision du plan local d'urbanisme de Roquefort-la-Bédoule, la procédure peut-être reprise avant la phase de réouverture de la concertation associant durant toute la phase d'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées
- Que la concertation, associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées doit se dérouler pendant toute la durée d'élaboration du nouveau document d'urbanisme, jusqu'à l'arrêt du projet ;
- Que le projet de révision du Plan Local d'urbanisme de Roquefort-la-Bédoule a été arrêté par le Conseil de Communauté le 8 octobre 2007 et que le bilan de la concertation a été établi et présenté à cette occasion ;
- Que suite à l'avis du Préfet sur le projet de révision, un nouvel arrêt du projet s'avèrera nécessaire ;
- Que pour remplir les conditions formelles d'une concertation qui doit se poursuivre jusqu'à l'arrêt du projet, et compte tenu qu'un nouvel arrêt du projet sera nécessaire, il est opportun de reprendre la concertation associant les habitants, les associations locales et les personnes concernées, et qu'il convient d'en définir les modalités ;
- Que la note explicative de synthèse portant sur l'objet de la présente délibération a été adressée aux membres du conseil communautaire.

Après en avoir délibéré :

Décide

Article 1 :

La concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, est réengagée durant la reprise de la phase d'études devant conduire au nouvel arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme de Roquefort-la Bédoule.

Article 2 :

La nouvelle concertation s'effectuera à partir de la mise à disposition du public, en Mairie de Roquefort-la-Bédoule et au siège de la Communauté Urbaine, d'un plan présentant les nouvelles propositions de zonage, ainsi que du projet de révision initialement arrêté et des avis des personnes publiques associées. Une réunion sera organisée avec la population, et des registres pour recueillir les observations seront également tenus à la disposition du public sur les lieux de consultation des documents.

Pour Visa,
Le Vice-Président Délégué à
l'Aménagement de l'espace communautaire

Patrick MAGRO

Pour Présentation,
Le Président Délégué de la Commission
Aménagement de l'espace communautaire

Claude VALLETTE

Certifié Conforme,
Le Président de la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole

Eugène CASELLI